



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Libye

Question au Gouvernement n° 3048

Texte de la question

## SITUATION EN LIBYE

Mme la présidente. La parole est à Mme Henriette Martinez, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Henriette Martinez. Monsieur le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, depuis plusieurs semaines le régime libyen de Kadhafi semble vaciller à son tour. Et même si, avec un cynisme absolu, le pouvoir fait bombarder son peuple et les insurgés, même s'il brandit la menace du chaos et d'Al Qaïda, après celles de Ben Ali et Moubarak, l'ère de Kadhafi semble toucher à sa fin.

M. Michel Lefait. Posez donc votre question à Guéant !

Mme Henriette Martinez. Malgré les sanctions prises à son encontre par le Conseil de sécurité de l'ONU et par l'Union européenne, malgré les appels à la démission lancés par les Occidentaux, le leader libyen campe sur ses positions.

Cependant, certains signes montrent que le clan Kadhafi commence à douter. Aujourd'hui même, un émissaire de Mouammar Kadhafi aurait contacté les rebelles de l'Est de la Libye pour proposer des négociations sur le départ du dirigeant libyen.

La pression internationale doit donc continuer et je me réjouis que l'Organisation de la conférence islamique et les monarchies arabes du Golfe aient annoncé leur soutien à la France et au Royaume-Uni dans le projet de zone d'exclusion aérienne que vous défendez au nom de notre pays.

Monsieur le ministre, la situation humanitaire est inquiétante, le masque de Mouammar Kadhafi est en train de tomber de la pire manière, au son de bombes qui font nombre de morts. Pouvez-vous réaffirmer l'engagement de la France aux côtés du peuple libyen et nous faire le point sur la situation ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Jean Mallot et M. Christian Bataille. Et de Bordeaux !

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Madame Martinez, je partage votre inquiétude sur la situation en Libye. En réprimant avec une brutalité inacceptable les mouvements qui lui sont hostiles, le colonel Kadhafi a perdu toute légitimité : il doit partir.

Je vous rappelle que la France a été l'une des premières puissances à le dire avec autant de clarté. Nous avons ensuite travaillé aux Nations unies et à Bruxelles pour que des sanctions rapides et fortes soient prises.

(*Exclamations continues sur les bancs du groupe SRC.*) J'ai du mal à comprendre qu'au sujet de la situation en Libye il y ait autant de vociférations ; c'est quelque chose qui m'échappe... (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Protestations sur de nombreux bancs du groupe SRC.*) Il s'agit de la vie et de la mort de milliers d'hommes !

M. François Loncle. C'est petit !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Nous avons donc travaillé aux Nations unies et à Bruxelles pour que des sanctions rapides et fortes soient prises. Nous avons également, avec nos partenaires, mobilisé une aide humanitaire importante : deux convois français sont déjà arrivés à Benghazi et nous participons au pont aérien qui permet de ramener des Égyptiens dans leur pays d'origine - un bateau français est également disponible à la

frontière tunisienne pour y contribuer.

Il s'agit maintenant d'arrêter la répression meurtrière que le régime du colonel Kadhafi continue à déployer. La France a pris une position très claire : l'OTAN n'est pas l'organisation adaptée pour le faire.

M. Jacques Myard. Très bien !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Il faut un mandat des Nations unies. Nous sommes disponibles pour intervenir avec d'autres afin de protéger les populations en empêchant Kadhafi d'utiliser ses moyens aériens. Enfin, il est nécessaire de le faire en pleine liaison avec la Ligue arabe et l'Union africaine. C'est ce à quoi nous travaillons. Vendredi prochain, au Conseil européen qui sera exclusivement consacré à la situation en Libye et au sud de la Méditerranée, la France fera des propositions fortes.

Au cours de mon déplacement en Égypte j'ai vu ma conviction renforcée que la France a un rôle spécifique à jouer : elle est attendue. Et nous assumerons nos responsabilités. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Henriette Martinez](#)

**Circonscription :** Hautes-Alpes (1<sup>re</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3048

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Affaires étrangères et européennes

**Ministère attributaire :** Affaires étrangères et européennes

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 9 mars 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 9 mars 2011